

Chapitre 2 : Défaillances des marchés et défaillances de l'Etat

Objectifs :

- Justifier pourquoi l'allocation des ressources n'est plus efficace en présence d'une défaillance de marché.
- Enoncer de solutions permettant de corriger ces défaillances de marché.
- Citer des situations où l'on peut parler de défaillance de l'Etat.

Pour commencer ...

Quiz : Une défaillance de marché



- 1) Citez les problèmes éventuels que peuvent rencontrer les voisins de l'usine.
- 2) Selon vous, comment peut-on faire pour les éviter ?

Vidéo : Voiture d'occasion : attention aux arnaques



- 3) Citez les problèmes que peuvent rencontrer les acheteurs de voitures d'occasion.
- 4) Présentez les différents moyens de préserver les acheteurs de ces problèmes.

1) Quelles sont les défaillances des marchés ?

Situation

Le renforcement, au moment du contrôle technique (contrôle obligatoire par un organisme officiel), du test antipollution sur les véhicules roulant au diesel (vérification plus poussée de la valeur de l'opacité des fumées de gazole émises) est entré en vigueur le 1er juillet 2019.

A) L'asymétrie d'information

■ Doc 1 : La situation d'asymétrie d'information : une défaillance de marché

L'asymétrie d'information sur un marché désigne une situation dans laquelle une des parties détient plus d'informations sur les biens et services échangés que l'autre. Par exemple, le vendeur d'une voiture (l'offreur) connaît les points faibles de son véhicule, mais peut se garder de les révéler aux acheteurs (les demandeurs), pour en tirer un meilleur prix. Ainsi, l'acheteur victime d'un manque d'information risque d'acheter une voiture qui ne correspond pas au prix affiché. Une situation d'asymétrie d'information correspond donc à une défaillance de marché : situation dans laquelle l'allocation des ressources n'est pas efficace.



■ Doc 2 : L'État corrige les asymétries d'information

Pour corriger le problème d'asymétrie d'information, l'État fixe des règles et des obligations (pour le vendeur et/ou l'acheteur) afin de rééquilibrer le niveau d'information. Cela permet d'assurer des prix cohérents avec la qualité des biens échangés et de restaurer le bon fonctionnement du marché. Par exemple, pour protéger les épargnants, l'État oblige les banques à transmettre à leurs clients une information claire sur les risques liés aux placements financiers, dans le but d'améliorer la transparence du marché financier.

■ Doc 3 : Des labels officiels pour informer

Lorsque le consommateur achète une denrée alimentaire, il lui est souvent difficile de choisir parmi un grand nombre de produits qui semblent tous présenter les mêmes caractéristiques. Certains produits se différencient des autres car ils portent sur leur emballage un signe officiel de qualité qui informe le consommateur.

www.economie.gouv.fr



- 5) Pourquoi existe-t-il une situation d'asymétrie d'information sur le marché des véhicules d'occasion ?
- 6) En quoi une situation d'asymétrie d'information correspond-elle à une défaillance de marché ?
- 7) Comment l'État peut-il intervenir pour améliorer le fonctionnement des marchés ?
- 8) Comment l'État intervient-il pour réduire l'asymétrie d'information sur le marché des véhicules d'occasion ?
- 9) Exposez les autres exemples d'interventions de l'État qui permettent de réduire l'asymétrie d'information entre les agents.

B) La concurrence imparfaite

■ Doc 4 : La concurrence imparfaite : une autre défaillance de marché

Lorsque les entreprises ont trop de pouvoir sur les marchés, cela les empêche de fonctionner efficacement et nuit aux agents. Ainsi, pour lutter contre les entraves à la concurrence, des politiques de la concurrence sont mises en place, soit en France, par l'Autorité de la concurrence, soit au niveau européen, par la Commission européenne. Ces politiques sanctionnent les pratiques anticoncurrentielles et interdisent aux entreprises :

- de s'entendre sur les prix et de se répartir les clients, empêchant le jeu de la concurrence ;
- d'abuser ou de créer une position dominante sur un marché, par une fusion d'entreprises par exemple, si cette opération conduit à faire disparaître la concurrence.

■ Doc 5 : Les vertus de la concurrence

Comme dans le sport, la concurrence est un stimulant qui incite les entreprises à se dépasser, favorisant ainsi l'innovation, la diversité de l'offre et des prix attractifs pour les consommateurs comme pour les entreprises. La concurrence stimule ainsi la croissance et génère des gains substantiels pour la collectivité ! Au quotidien, les Français l'ont bien compris et font jouer la concurrence dès qu'ils le peuvent : ils comparent les produits, les prix et services proposés et n'hésitent pas à changer d'opérateurs pour bénéficier d'offres plus intéressantes.

www.autoritedelaconcurrence.fr

■ Doc 6 : Des condamnations pour pratiques anticoncurrentielles

Décembre 2018 : L'Autorité de la concurrence a condamné 6 fabricants d'électroménager, parmi les plus importants du secteur en France, à 189 millions d'euros d'amende, pour s'être concertés, lors de réunions secrètes, sur les hausses des prix de vente conseillés par les fabricants, qui ont impacté les prix payés par les consommateurs en magasin.

Mars 2019 : La Commission européenne a condamné Google à une amende de 1,49 milliard d'euros pour avoir entravé la concurrence en limitant la possibilité pour des sites tiers d'afficher des publicités de régies publicitaires concurrentes de celle de Google.

- 10) Pourquoi les pratiques anticoncurrentielles des entreprises sont-elles interdites par les pouvoirs publics ?
- 11) En quoi la concurrence favorise-t-elle l'activité économique ?
- 12) Expliquez pourquoi l'entreprise Google d'une part, les fabricants d'électroménager d'autre part, ont été sanctionnés.

C) Les externalités

Situation

Les véhicules à motorisation Diesel sont fortement émetteurs d'oxydes d'azote et de particules fines. En effet, ils émettent 30 à 100 fois plus de particules que les véhicules à essence, ce qui constitue 90 % des particules émises par l'ensemble des véhicules !

www.notre-planete.info, juillet 2019

■ Doc 7 : Une externalité traduit une défaillance du marché

Les opérations de consommation et de production des agents produisent généralement des effets externes, appelés externalités, sur les autres agents sans que cela donne lieu à une contrepartie financière. Et c'est précisément ce qui pose problème : pourquoi une entreprise qui pollue son voisinage modifierait-elle son activité si elle n'est pas taxée pour la pollution qu'elle émet ? On voit que le marché est incapable de faire payer l'entreprise et de l'inciter à moins polluer. Le marché est donc défaillant car il n'intègre pas ces effets externes, les externalités.

13) Pourquoi l'utilisation de véhicules à moteur Diesel produit-elle des externalités ?

■ Doc 8 : Les externalités positives

L'externalité positive correspond au cas d'un agent qui, par son activité, rend service à d'autres agents gratuitement, sans en être récompensé... Prenons l'exemple classique d'un apiculteur (producteur de miel) installé à proximité d'un pomiculteur (producteur de pommes). L'apiculteur obtient une bonne récolte de miel puisque ses abeilles profitent du pollen des arbres fruitiers. Le pomiculteur, lui aussi, profite de la proximité des abeilles qui assurent gratuitement la pollinisation (reproduction) de ses arbres.



■ Doc 9 : Les externalités négatives

Si un éleveur de porcs ne traite pas les déchets et les laisse pénétrer dans le sol, cela pollue l'eau des nappes phréatiques et la rend impropre à la consommation. L'éleveur ne tient pas compte de l'effet négatif de sa production sur les ménages et les entreprises aux alentours qui en subissent le coût, devant filtrer l'eau ou l'acheter en bouteilles. On est en présence d'une externalité négative, puisqu'un agent produit une nuisance par son activité, sans en compenser le dommage causé à autrui.

■ Doc 10 : L'intervention de l'Etat pour corriger les défaillances

Les agents producteurs d'externalités négatives savent qu'ils ne sont pas sanctionnés et ceux qui les subissent sont obligés de supporter des coûts supplémentaires. Donc le marché est impuissant face à ces dysfonctionnements. De même, les agents à l'origine d'externalités positives ne font aucun effort pour continuer à les produire puisqu'ils ne sont pas rémunérés pour leur action.

Il est donc nécessaire que l'État intervienne pour orienter les comportements des agents, en encourageant certaines activités par des subventions et en décourageant d'autres par des impôts, des taxes et des réglementations.

Questions page suivante ...

14) Repérez les deux externalités qui sont produites dans l'exemple de l'apiculteur.

15) Pourquoi l'activité de l'éleveur de porcs n'est-elle pas bien régulée par le marché ? Comment l'État pourrait-il intervenir ?

16) Distinguez les externalités négatives et positives dans les situations suivantes, en justifiant votre réponse :

Situations	Externalité (+ ou -)	Justification (Bienfait ou nuisance)
Une ligne TGV traverse une zone d'habitations dont la valeur immobilière s'effondre.		
Un événement culturel se tient dans une région française et dynamise l'activité économique aux alentours.		
Une boîte de nuit ouvre dans un immeuble et provoque des nuisances sonores.		
Une entreprise déverse des substances polluantes dans une rivière sur laquelle des pêcheurs sont installés en aval.		
Des riverains résident à côté d'un échangeur autoroutier et souffrent du bruit.		
L'installation d'un centre commercial entraîne la création de nombreux emplois dans une zone à fort taux de chômage.		

17) Comment l'Etat intervient-il pour corriger les défaillances liées aux externalités ?

■ Doc 11 : L'Etat régule les activités qui produisent des externalités

Situation 1 : Le manque de médecins est un problème auquel sont confrontées de nombreuses zones rurales. La communauté de communes Creuse Confluence s'engage aux côtés de la Mutualité Française Limousine pour recruter des médecins généralistes au sein des maisons de santé du territoire. Pour attirer de nouveaux praticiens, elle propose un local et 5 000 € nets par mois pour 35 heures hebdomadaires.

Situation 2 : Commercialisé depuis les années 1970 par Monsanto, propriété du groupe Bayer, le glyphosate est actuellement le pesticide le plus vendu au monde. Il a été classé « cancérigène probable » en 2015 par le Centre international de recherche sur le cancer, une agence de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Dans l'Hexagone, l'herbicide est interdit dans les espaces publics depuis janvier 2017 et chez les particuliers depuis janvier 2019.

18) Repérez, dans les exemples, les différentes interventions de l'État pour réguler les externalités positives et les externalités négatives.

D) Les biens publics et les biens communs

Situation	
<p>La pollution de l'air, et plus généralement la « qualité de l'air », est un enjeu de santé publique important. L'État réglemente donc les émissions de gaz et particules nocives. Par exemple, le certificat officiel de qualité de l'air, la vignette Crit'air, est obligatoire pour circuler dans les zones à circulation restreinte lors de certains épisodes de pollution dans plusieurs grandes villes.</p>	

■ Doc 12 : Les caractéristiques d'un bien public

En 1954, P. Samuelson définit les biens publics comme des biens, services ou ressources qui bénéficient à tous. Tout bien public dit « pur » possède deux caractéristiques qui le distinguent d'un bien privé :

- La non-rivalité : son utilisation ne diminue pas sa quantité disponible pour les autres par exemple, l'utilisation de la lumière d'un phare côtier par un navigateur ne réduit pas la lumière pour d'autres bateaux.
- La non-exclusion : il est impossible d'exclure des personnes de son usage l'utilisation de la lumière du phare ne peut pas être interdite à certains bateaux et permise à d'autres.

■ Doc 13 : Les différents types de biens publics

On distingue les biens publics « purs » qui respectent les deux caractéristiques (comme le phare), des biens publics dits « impurs » qui ne respectent qu'une seule des deux caractéristiques, comme les biens communs (non-exclusion mais rivalité). Les pâturages de montagne, par exemple, sont à la disposition de tous (non-exclusion), mais l'herbe s'épuise au fur et à mesure de sa consommation, empêchant certains bergers d'en profiter (rivalité).

■ Doc 14 : Les biens communs

L'air que nous respirons est essentiel à notre survie, c'est théoriquement un bien libre qui est gratuit et en quantité illimitée. Il devient un bien économique dès qu'une activité humaine est nécessaire pour le rendre respirable et le préserver au même titre que la biodiversité, les poissons dans les océans, la qualité de l'eau, la santé, etc. Les biens communs désignent les ressources essentielles à la vie de la collectivité. Leur gestion durable nécessite la mobilisation de tous les acteurs de la société : État, citoyens, associations, entreprises, ONG, collectivités locales.

■ Doc 15 : La préservation des forêts

La politique forestière est mise en œuvre par le ministère de l'Agriculture. Elle assure une gestion durable des forêts en conciliant les dimensions économique, environnementale et sociale des forêts. [...] Cette démarche permet le débat et les échanges entre les propriétaires et les gestionnaires forestiers, privés et publics, les acteurs économiques de la filière forêt-bois, les collectivités, les élus, les représentants des usagers de la forêt et de la protection de l'environnement, les partenaires institutionnels...

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation



19) Quel est l'objectif poursuivi par la mise en place de la vignette Crit'air ?

20) Pourquoi un phare est-il un bien public « pur » ?

21) Quelle est la différence entre un bien public pur et impur ?

22) Peut-on dire que la forêt est un bien commun ? Justifiez votre réponse.

23) Repérez les caractéristiques et la nature des biens ci-dessous en complétant le tableau :

	Bien non rival	Bien non excluable	Bien public pur	Bien commun
Un phare côtier	x	x	x	
Les forêts		x		x
Mon logement				
Les réverbères de la rue				
La qualité de l'air				
Une autoroute				
La radio				
Les soins des urgences				
Un sandwich				
Netflix				

■ Doc 16 : L'État : producteur de biens publics pour corriger les défaillances

Les biens publics qui intéressent les économistes sont ceux qui sont produits par des activités économiques : le phare, les routes, l'éclairage public, la défense nationale... Comme personne n'a intérêt individuellement à payer quoi que ce soit pour en bénéficier (vu que chacun peut en profiter sans payer), il faut impérativement que les pouvoirs publics financent leur production sur la base de recettes publiques. La notion de bien public, ainsi définie, permet aux économistes, y compris libéraux, d'admettre que l'État intervienne comme financeur dans une partie circonscrite de l'économie, parce qu'il y a alors une « défaillance du marché » alors qu'un besoin s'exprime.

Le blog de Jean Gadrey, www.alternatives-economiques.fr

24) Expliquez la phrase soulignée et illustrez-la avec un exemple.

25) Pourquoi l'État se charge-t-il de la production des biens publics ?

2) Quelles sont les défaillances de l'Etat en matière d'intervention économique ?

Situation

En France, et plus globalement dans le monde, les véhicules à motorisation Diesel ont mauvaise presse. Accusés d'être polluants, ces véhicules restent pourtant très utiles pour les personnes qui effectuent quotidiennement des longs trajets. Le gouvernement français, qui avait beaucoup mis en avant le gazole dans sa politique industrielle [NDLR : le développement de l'énergie nucléaire dans les années 1980 avait créé des excédents de gazole à écouler], est en train de prendre des mesures pour diminuer le nombre de diesels dans le parc automobile français. La France est le pays où l'on compte le plus de diesels : environ 60 % du parc automobile. Jusqu'à présent, la France faisait office d'exception. La politique fiscale sur le carburant était très avantageuse pour le diesel. Depuis la fin de l'année 2018, le prix du diesel est aligné sur celui de l'essence.

www.paycar.fr

■ Doc 17 : La notion de défaillance de l'Etat

La théorie économique nous dit que le rôle de l'État est schématiquement divisé en deux : l'interventionnisme ou le libéralisme. Mais la réalité n'est pas si simple ! Certes, au-delà de ce clivage, les économistes sont généralement d'accord pour dire que l'État doit intervenir face aux défaillances des marchés (asymétries d'information, externalités, biens publics). Mais l'action de l'État obéit-elle toujours à un objectif d'intérêt général ? Pas forcément ! On constate, en effet, que les décisions publiques ne vont pas toujours dans le sens d'une amélioration du bien-être collectif, soit par choix des décideurs politiques (recherche de pouvoir, objectif de réélection, satisfaction des intérêts d'acteurs privés, etc.), soit par inefficacité (changement de contexte, décision erronée, etc.). On est donc face à une défaillance de l'État, dès lors que les responsables politiques font des choix et mettent en œuvre des politiques publiques qui ne satisfont pas la collectivité dans son ensemble.

26) Dans la situation, repérez la position de l'État dans le domaine des véhicules motorisés au diesel. Pourquoi a-t-elle changé ?

27) Qu'entend-on par défaillance de l'État ? Quelles peuvent en être les raisons ?

■ **Doc 18 : Une défaillance de l'Etat : le cas du chlordécone aux Antilles**

Interdit à partir de 1990 en métropole, le chlordécone, un insecticide toxique, a continué à être pulvérisé pendant des années dans les bananeraies de Guadeloupe et de Martinique, contaminant le biotope et les insulaires. Une situation cautionnée par les pouvoirs publics. Le débat [s'est récemment ouvert] sur le rôle qu'a joué l'État français dans cette affaire. En sa qualité de chef de l'État, Emmanuel Macron [a reconnu publiquement en septembre 2018] qu'il s'agissait d'un « scandale environnemental ». [...] « Nous avons continué à utiliser le chlordécone parce que l'État, les élus locaux ont accepté cette situation, pour ne pas dire l'ont accompagnée, en considérant qu'arrêter le chlordécone, c'était menacer une partie des exploitations. » L'État doit aujourd'hui assumer une part de cette responsabilité, a reconnu Emmanuel Macron.



Gesche Wüpper, Die Welt, www.courrierinternational.com, 14 octobre 2019.

28) Pourquoi l'État a-t-il été défaillant aux Antilles ?

29) Comment expliquer l'action défaillante de l'État ?

**

*